Burundi : le président Trump prolonge d’un an l’urgence nationale

La Libre Belgique, 21 novembre 2018 Le prÃ©sident Donald Trump (photo) a prolongÃ© dâ€™un an les sanctions prises en novembre 2015 par Barack Obama contre des personnalitÃ©s du Burundi, en raison de leur rÃ´le dans la dÃ©gradation de la situation dans ce pays.

Lâ€™ex-prÃ©sident Obama avait jugÃ© que la situation au Burundi â€“ Â«Â marquÃ©e par des meurtres et violences contre d des troubles, lâ€™incitation Ã la violence et une rÃ©pression politique significativeÂ Â» â€“ menaÃ§ait Â«Â la paix, la sÃ©curitÃ stabilitÃ© du BurundiÂ Â», ce qui constitue une menace Â«Â extraordinaire Ã la sÃ©curitÃ© nationale et la politique Ã©trangÃ¨r Etats-UnisÂ Â». Il avait donc pris des sanctions contre quatre personnalitÃ©s burundaises, dont trois proches du prÃ©sident Pierre Nkurunziza: Alain Guillaume Bunyoni, ministre de la SÃ©curitÃ© publique; Cyrille Ndayirukiye, ex-ministre de la dÃ©fense; Godefroid Bizimana, directeur-adjoint de la police. La quatriÃ¨me personne sanctionnÃ©e Ã©tait le gÃ©nÃ©ral major Godefroid Nyombare, auteur de la tentative ratÃ©e de coup dâ€™Etat de mai 2015, destinÃ©e Ã mettre fin au coup de force institutionnel du prÃ©sident Nkurunziza. Ce dernier a plongÃ© son pays dans une grave crise multiforme lorsquâ€™il a annoncÃ©, en avril 2015, son intention de se prÃ©senter Ã un troisiÃ¨me mandat, ce que lui interdisait expressÃ©ment lâ€™Ac de paix dâ€™Arusha, qui avait mis fin Ã la guerre civile. Ces sanctions sont une interdictions de visa vers les Etats-Unis, un gel des biens dans ce pays, lâ€™interdiction pour des AmÃ©ricains de faire affaire avec eux et lâ€™interdiction de leur faire des dons. Elles venaient Ã Ã©chÃ©ance ce 22 novembre. Par Marie-France Cros.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});